


Informations de base	
2021/2247(INI) INI - Procédure d'initiative	Procédure terminée
Rapport sur le rapport 2021 de la Commission concernant le Monténégro	
Subject 8.20.01 Pays candidats Zone géographique Monténégro, à partir de 06/2006	

Acteurs principaux			
Parlement européen	Commission au fond	Rapporteur(e)	Date de nomination
	<div>AFET</div> Affaires étrangères	PICULA Tonino (S&D)	08/11/2021
		Rapporteur(e) fictif/fictive BILČÍK Vladimír (EPP) GROŠELJ Klemen (Renew) WAITZ Thomas (Greens /EFA) KRASNODEBSKI Zdzisław (ECR) MARIANI Thierry (ID) GEORGIOU Giorgos (The Left)	

Événements clés			
Date	Événement	Référence	Résumé
16/12/2021	Annonce en plénière de la saisine de la commission		
12/05/2022	Vote en commission		
19/05/2022	Dépôt du rapport de la commission	A9-0151/2022	
22/06/2022	Débat en plénière		
23/06/2022	Décision du Parlement	T9-0266/2022	Résumé
23/06/2022	Résultat du vote au parlement		

Informations techniques	
Référence de la procédure	2021/2247(INI)
Type de procédure	INI - Procédure d'initiative
Sous-type de procédure	Rapport annuel
Base juridique	Règlement du Parlement EP 55
Autre base juridique	Règlement du Parlement EP 165
État de la procédure	Procédure terminée
Dossier de la commission	AFET/9/07914

Portail de documentation				
Parlement Européen				
Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Projet de rapport de la commission		PE703.221	25/02/2022	
Amendements déposés en commission		PE730.023	23/03/2022	
Rapport déposé de la commission, lecture unique		A9-0151/2022	19/05/2022	
Texte adopté du Parlement, lecture unique		T9-0266/2022	23/06/2022	Résumé
Commission Européenne				
Type de document	Référence		Date	Résumé
Réaction de la Commission sur le texte adopté en plénière	SP(2022)505		20/10/2022	

Rapport sur le rapport 2021 de la Commission concernant le Monténégro

2021/2247(INI) - 23/06/2022 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a adopté par 506 voix pour, 50 contre et 35 abstentions, une résolution sur le rapport 2021 de la Commission sur le Monténégro.

Le Monténégro est le plus avancé des pays candidats dans son processus de négociation, ayant ouvert les 33 chapitres examinés de l'acquis de l'Union et en ayant provisoirement fermé trois.

Le Monténégro est le pays candidat le plus avancé dans les négociations, dès lors que les 33 chapitres examinés de l'acquis de l'Union ont tous été ouverts et que trois d'entre eux sont provisoirement clos. Le Parlement regrette qu'aucun chapitre n'ait été clôturé depuis 2017, ce qui tempère le bilan positif du Monténégro et son statut de pays le plus avancé des Balkans occidentaux dans sa progression vers l'adhésion à l'UE.

En outre, la période qui a suivi les élections de 2020 a été marquée par une profonde polarisation entre la nouvelle majorité au pouvoir et l'opposition, ainsi qu'au sein de la majorité au pouvoir. Le manque d'engagement constructif de tous les acteurs parlementaires a entravé la prise de décision au sein du Parlement. La reprise d'un dialogue inclusif entre tous les partis parlementaires et les acteurs concernés en vue de construire un solide pro-européen est nécessaire.

Démocratie et état de droit

Préoccupé par les tensions politiques persistantes entre et au sein des pouvoirs exécutif et législatif, le Parlement a appelé les deux pouvoirs à améliorer la coordination et à donner la priorité aux initiatives législatives pour la mise en œuvre des réformes de l'UE. Le Parlement est également préoccupé par l'absence générale de progrès en matière de réforme judiciaire, notamment en ce qui concerne les nominations toujours en suspens au sein des principales institutions indépendantes et du pouvoir judiciaire, y compris la nomination de nouveaux juges de la Cour constitutionnelle.

Des efforts supplémentaires sont nécessaires pour harmoniser le cadre juridique électoral et réglementer tous les aspects clés des élections par un processus inclusif, bien avant les prochaines élections.

Les députés sont toujours préoccupés par la corruption dans le pays et ont exhorté le Monténégro à renforcer la réponse de la justice pénale à la corruption de haut niveau. Ils ont toutefois salué les progrès réalisés dans la lutte contre la criminalité organisée et dans la coopération policière internationale, en particulier l'amélioration de l'accès des services répressifs aux principales bases de données et la coopération constructive du Monténégro avec les services répressifs de l'UE.

Respect des libertés fondamentales et des droits de l'homme

Le Parlement note les progrès limités en matière de liberté d'expression et encourage le Monténégro à intensifier ses efforts pour lutter contre la désinformation, les discours de haine, le harcèlement en ligne, la déformation des informations à des fins politiques et l'influence étrangère dans les médias monténégrins. Il s'est dit préoccupé par le degré élevé de polarisation du paysage médiatique, en particulier par le volume croissant des campagnes de désinformation étrangères et nationales et des menaces informatiques et hybrides, y compris en provenance de Russie et de Chine. À cet égard, les députés ont souligné l'importance de la liberté et de l'indépendance des médias, de la qualité des informations et de l'amélioration de l'éducation aux médias pour lutter contre la désinformation manipulatrice.

Les députés ont également fermement condamné les attaques verbales et physiques et les actes d'intimidation à l'encontre de toutes les minorités, y compris les minorités nationales. Les groupes vulnérables, notamment les Roms et les Égyptiens, continuent de subir de multiples formes de discrimination et d'avoir des difficultés à exercer leurs droits. La violence sexiste et la violence à l'égard des enfants restent très préoccupantes, et la situation s'est encore détériorée pendant la pandémie de COVID-19.

Économie

Le Parlement s'inquiète de la persistance d'un taux de chômage élevé, en particulier chez les femmes et les jeunes, et invite les autorités à intensifier leurs efforts pour améliorer leur accès au marché du travail et à s'attaquer à la fuite des cerveaux, aux écarts entre les sexes en matière d'emploi et de rémunération, et à la disponibilité de services de garde d'enfants abordables. Il s'est également inquiété de la stabilité macroéconomique durable du Monténégro et de sa vulnérabilité croissante en raison de l'augmentation de sa dette publique, en particulier vis-à-vis de la Chine, et du nouveau prêt de 750 millions d'euros contracté par le gouvernement sans consulter le Parlement.

Les députés se sont félicités du décaissement d'un montant de 60 millions d'euros au titre de l'assistance macrofinancière COVID-19 visant à atténuer les effets économiques de la pandémie et à préserver la stabilité macroéconomique, ainsi que de la mobilisation de 14,2 milliards d'euros au titre de l'IAP III pour aider les partenaires des Balkans occidentaux à remplir les conditions d'adhésion à l'Union européenne.